

XIX – Traduction : Soros finance Google pour stopper la populiste Le Pen

Soros Connection – 16 fév. 2017 – Thibault Kerlirzin

Cet article de Jerome Corsi pour Infowars.com (Alex Jones, soutien actif de Trump), le plus gros site d'informations alternatives américain, nous livre de nouveaux éléments quant à l'ingérence des réseaux Soros dans la campagne présidentielle française.

Après notre [article](#) soulignant la présence militante de la sorosite ONE dans notre campagne présidentielle de 2017, nous voyons ici un élément supplémentaire exposant les tentatives d'ingérence, directes et indirectes, des réseaux Soros dans notre processus électoral. Nous publierons par la suite un court article en complément d'information qui permettra au lecteur de disposer de quelques éléments supplémentaires sur les divers noms d'organisations évoqués au cours de cet article.

Nous invitons le lecteur un minimum au fait des méthodes d'ingénierie sociale et de la convergence d'actions apparemment décousues à mettre en perspective les informations qu'il pourra chercher et trouver dans l'actualité et qui concernent les présidentielles françaises de 2017. Une question ressort : Cui bono ? Fillon se fait déstabiliser, les traqueurs de « fake news » (*i. e.* des chasseurs de sorcières qui propagent eux-mêmes des « fake news », comme l'avait démontré Olivier Berruyer¹) s'attaquent à Marine Le Pen, Emmanuel Macron se fait encenser sans que les médias ne s'interrogent sur ses financeurs (ni sur l'étrange proximité du nom « En Marche ! » avec la sorosite MoveOn.org). Peut-on vraiment parler d'élections libres et transparentes comme prétend les défendre (faussement) Soros ? A suivre, probablement au travers de nombreux autres épisodes.

Google lance « CrossCheck » en France pour censurer les informations pro-Le Pen.

Bien que la grande majorité des médias mainstream n'en aient pas fait état, George Soros a investi dans Google au moment où l'entreprise intensifiait sa campagne « Fake News » destinée à faire baisser le vote de l'anti-mondialiste Marine Le Pen, candidate qui dirige le parti conservateur Front National (FN) dans l'élection présidentielle française prévue le 23 avril.

Le 15 novembre 2016, Market Watch [rapportait](#) que le fonds d'investissement de George Soros, Soros Fund Management LLC, investissait dans Alphabet Inc., la société parente de Google.

Le 16 février 2012, Forbes rapportait que [Soros avait investi dans Google](#) avant 2007, mais qu'il avait entièrement vendu ses parts au second trimestre de 2011, à 550 dollars par action.

¹ <https://www.les-crises.fr/russie-et-encore-une-fake-news-du-journal-le-monde/>

Puis, au quatrième trimestre de 2011, Soros acheta son plus grand nombre d'actions jusqu'à ce jour, 258 900 parts à environ 592 dollars chacune, pour un investissement total de 154 millions de dollars. Cet investissement de Soros dans Google de 2011 se fit au travers de l'ancien Quantum Fund de Soros, le fonds d'investissement le plus performant de l'histoire qui se ferma aux investisseurs en 2011, pour se cantonner à la gestion des actifs détenus par Soros et sa famille.

Les parts acquises par Soros en 2011 firent de Google sa cinquième plus grosse holding, atteignant près de 7,3% du portefeuille de son Quantum Fund. Puis, au premier trimestre de 2013, le Soros Fund Management LLC [accrut une fois de plus sa participation dans Google](#).

En décembre 2016, peu après la défaite d'Hillary Clinton face à Donald Trump, l'Open Society Foundations de Soros, qui avait investi un million de dollars dans la campagne, se joignit à Google en investissant entre 50 et 100 000 dollars dans [le think-tank washingtonien de gauche](#) fondé en 2003 par l'ancien directeur de campagne de Clinton, John Podesta.

Le 15 décembre 2016, le Daily Caller [rapportait](#) que Neera Tanden, présidente du Center for American Progress, déclara que le but de son organisation était d' « être le pivot central de la résistance à Trump et de tenir Trump responsable des promesses qu'il a faites ».

Le 6 février 2017, Google News Lab annonça CrossCheck, un nouveau projet « Fake News » présenté comme une tentative de collaboration entre des journalistes, des rédactions et des entreprises de réseaux sociaux à des fins de censure afin de freiner les chances de Le Pen de gagner l'élection présidentielle française.

Dans un communiqué de presse daté du 6 février 2017, Google annonça depuis Paris [un partenariat entre Google News Lab et First Draft](#) pour aider « l'électorat français à comprendre quoi et qui croire dans les flux de leurs réseaux sociaux, recherches web et consommation d'actualités générales dans les mois à venir. »

First Draft est une entreprise de technologie, [en partie financée par Google News Lab](#) en juin 2015, avec l'objectif de surveiller les informations en ligne « afin de sensibiliser et de faire face aux défis liés à la confiance et à la vérité dans les informations digitales. »

Le communiqué de presse de Google News Lab a aussi souligné que le projet CrossCheck, en coordination avec Crowd Tangle de Facebook, commencerait en travaillant avec des rédactions à travers la France pour surveiller les informations qui traitent de l'élection française.

« Avec une expertise combinée qui croise les médias et la technologie, CrossCheck vise à garantir que les hoax, les rumeurs et les fausses déclarations soient démystifiés comme il se doit, et que les histoires qui induisent en erreur ou sont erronées soient méticuleusement rapportées », a souligné le communiqué de presse de Google News Lab. « Avec l'élection présidentielle française qui approche, les journalistes de France et d'ailleurs vont travailler ensemble pour trouver et vérifier les contenus qui circulent publiquement en ligne, qu'il s'agisse de photographies, vidéos, memes, fil de commentaires et sites d'informations. »

« Les partenaires de CrossCheck utiliseront le rapport (reporting) collectif dans leurs propres articles, programmes de télévision et contenu de médias sociaux. »

Google News Lab a annoncé que ses premiers partenaires incluent l'AFP (Agence France Presse), BuzzFeed News, France Médias Monde (via les Observateurs de France 24), France Télévision, Global Voices, Libération, La Provence, Les Echos, La Voix du Nord, Le Monde (Les Décodeurs), Nice-Matin, Ouest-France, Rue89 Bordeaux, Rue89 Lyon, Rue89 Strasbourg, Storyful et StreetPress.

Infowars.com avait précédemment rapporté que [l'activiste politique de gauche radicale David Brock](#), fondateur de Media Matters et père des « Fake News », travaille avec les co-conspirateurs Google et Facebook pour implémenter une stratégie destinée à bannir les sites conservateurs et libertariens, parmi lesquels Infowars.com.

Infowars.com a par ailleurs souligné que dans un livre d'instructions à destination des éventuels donateurs et censé rester « confidentiel », Brock s'est vanté d'avoir ciblé à des fins de censure médiatique Roger Stone, le confident de longue-date de Donald Trump qui a écrit l'actuel bestseller intitulé *Making of the President 2016*.

Dans son livre d'instructions, Brock se vantait qu'une campagne menée par Media Matters et ses larbins de trolls rémunérés avaient efficacement d'empêcher les apparitions médiatiques de Stone, réduit l'efficacité de Stone auprès de Trump durant la dernière partie de la campagne présidentielle américaine de 2016 – une campagne de Media Matters qui semble s'être développée pour contrecarrer l'actuelle tournée médiatique de Stone destinée à faire la promotion de son best-seller.

L'article de Jerome Corsi peut sembler incomplet pour le lecteur français, généralement moins averti que celui d'Infowars au sujet de George Soros, ses actions et ses réseaux. Précisons quelques points au regard des noms évoqués :

- Le Center for American Progress est financé de longue date par l'Open Society. Approche toute sorosienne de la transparence, l'Open Society ne donne le montant de ses dons que pour les années 2008 à 2013 (au total, 3,2 millions de dollars). Pourtant, le site du Center for American Progress précise bien qu'en 2014 et 2015 encore, avec entre 100 000 et 499,999 \$ pour la première², et plus d'un million de dollars pour la seconde (faisant ainsi de l'Open Society l'un des neuf plus gros bailleurs de fonds du CAP pour 2015³).
- On trouve notamment Google impliqué au travers de son Crisis Info Hub auprès de l'International Rescue Committee (déjà financé par l'Open Society) via l'initiative Refugee.info.⁴



Refugee.info is made with possible with the help from our friends at **Google**.

It is based on the [Crisis Info Hub](#) open source project.

More information about **Google's** support to NGOs and other charitable organizations can be found on their website: google.org.

- L'article fait état d'un partenariat entre Google News Lab et First Draft (*i. e.* First Draft News). Ce point fera l'objet d'un article spécifique de notre part.

² <https://www.americanprogress.org/c3-our-supporters-2014/>

³ <https://www.americanprogress.org/c3-our-supporters-2015/>

⁴ <https://refugeeinfo.eu/>